Les forêts, atout majeur du développement

Autor(en): **Sartorius, Peter**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **59 (1967)**

Heft 4

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-385440

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

progrès sensibles ont été réalisés quant à ce respect mutuel. Cela, toutefois, a pris beaucoup de temps. Pendant les années trente, la situation était toute différente. Il y avait beaucoup de grèves, de lock-out et de luttes entre employeurs et syndicats, et il y avait, année après année, des menaces d'intervention du gouvernement. Il y a eu devant le Parlement toute une série de projets de mesures législatives applicables aux syndicats et qui auraient provoqué une intervention directe dans les affaires syndicales, mais cette intervention a été évitée parce qu'on a atteint un certain degré de respect mutuel.

Un troisième aspect qu'il convient de mentionner est l'intérêt manifesté par les syndicats à l'égard de l'expansion économique de la société dans son ensemble. Cet intérêt a amené les syndicats suédois à prendre une part active et presque une sorte de responsabilité dans la politique économique mise en œuvre en Suède. Cela, à son tour, exige que les dirigeants syndicaux soient bien outillés pour traiter de questions aussi complexes que la politique économique.

Les forêts, atout majeur du développement

Par *Peter Sartorius*

«L'expérience le prouve chaque jour: comme facteur de développement économique et social, les forêts offrent un énorme potentiel», écrivait récemment notre compatriote M. Sartorius dans l'excellent périodique *BIT Panorama*. Le problème, maintenant, est plutôt d'assurer la reconnaissance de leur importance et d'aider les gouvernements à tirer le maximum de leurs ressources, souvent abondantes, en bois et des potentialités de la terre.

Si le moment est venu de déployer des efforts intensifs dans ce secteur, c'est que la demande mondiale de bois augmente rapidement et que, dans le même temps, les besoins du développement deviennent de plus en plus pressants dans de nombreuses régions du monde.

Selon les estimations, 1200 millions de mètres cubes de bois ont été pris aux forêts du monde en 1947. En 1963, le chiffre était supérieur à 1900 millions de mètres cubes, et l'on prévoit que dans les dix années à venir on dépassera les 2200 millions de mètres cubes. Rien qu'en Europe, les experts estiment que la demande de pâte de papier journal et de papier ordinaire sera en 1980 quatre fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Et les prévisions sont à peu près identiques en ce qui concerne les bois tropicaux.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que, pour faire face à des demandes de cette

importance, les investissements globaux pour la période 1961–1975 devraient être de l'ordre de

- 39 000 millions de dollars pour de nouvelles possibilités de transformation du bois;
- 3300 millions de dollars pour l'exploitation des forêts;
- 4900 millions de dollars pour la gestion des forêts.

Les tendances actuelles

Les changements intervenus dans l'industrie ne sont pas seulement quantitatifs; des éléments entièrement nouveaux apparaissent. Les utilisations industrielles classiques du bois (pâte, papier, panneaux) connaissent une grande vague en avant; et on ne sait pas où s'arrêteront les composés qui font appel au bois comme matière première; il semble qu'il y en ait de nouveaux lancés sur le marché chaque jour.

Cependant, et cela apparaît comme étant contradiction avec développement de l'industrie, la moitié du bois coupé chaque année dans le monde est utilisée comme combustible. Cela s'explique par le fait que de nombreux pays sont encore pauvres en ressources énergétiques. Le bois de sciage représente toujours une partie importante de la production mondiale.

Parallèlement, les conditions de travail dans les forêts sont souvent très éloignées de ce qu'elles étaient il y a seulement quelques décennies. Le bûcheron d'aujourd'hui n'est plus le rustre tapageur que l'on décrivait jadis, mais un travailleur qualifié, formé au maniement d'un équipement mécanique complexe. Il est encadré d'une légion de spécialistes de l'entretien des sols, de la sélection des espèces, de la lutte contre les insectes nuisibles et de la prévention du feu.

La demande croissante de bois, l'exode rural, le prix élevé du travail: autant d'éléments qui ont contribué à accélérer le processus de mécanisation dans de nombreux pays producteurs. Il y eut d'abord l'introduction du tracteur et de la scie mécanique, mais les progrès récents sont encore plus spectaculaires. De grands pays forestiers possèdent maintenant des postes automatiques qu'on amène à pied d'œuvre et qui permettent de couper, ébrancher, écorcer et débiter les arbres sur place. Au Canada et en Union soviétique, des pipe-lines transportent les copeaux de bois des points d'abattage aux usines de pâte à papier.

Le travail forestier n'est donc plus une activité saisonnière, presque agricole, basée sur une main-d'œuvre abondante, peu qualifiée et bon marché. La tendance est à l'instauration d'une main-d'œuvre forestière stable, comparable à celle de n'importe quelle autre branche industrielle.

Dans les pays en voie de développement

Les pays producteurs d'Europe et d'Amérique du Nord ont, grâce aux progrès de la science et de la technique, réalisé une extraordinaire progression dans le domaine de la production. En ce qui concerne les pays en voie de développement, le tableau, malgré les progrès encourageants, n'est pas encore aussi satisfaisant qu'on pourrait le souhaiter.

Le 6e congrès forestier mondial s'est tenu à Madrid, au mois de juin 1966. Les rapports qui y ont été présentés montrent que la valeur des importations de bois ou de dérivés par les pays en voie de développement atteindra, ou dépassera, en 1970, les 3500 millions de dollars. Ce chiffre consternant est absolument incompatible avec les objectifs de développement des pays considérés.

D'autre part, si l'on parvenait à des accords commerciaux interrégionaur convenables, et si une action concertée était entreprise pour accroître la production nationale, il ne fait pas de doute que les pays en voie de développement pourraient réduire de manière appréciable leurs importations de bois et de dérivés. Pour cela, il leur manque généralement le capital d'investissement indispensable, des connaissances techniques et une main-d'œuvre qualifiée.

Il ne faut pas oublier, non plus, que l'importance des forêts ne se limite pas à la production du bois. Nous en savons maintenant un peu plus sur les effets bénéfiques des forêts sur le climat et la végétation, et l'histoire montre que des régions entières ont été conquises par le désert parce que les forêts avaient été grignotées par l'homme, sans jamais être replantées.

Il reste encore beaucoup à faire, dans certaines régions en voie de développement, pour contenir et refouler la marche du désert. Le Sahara, par exemple, gagne chaque année cent mètres vers le sud. Dans de nombreuses régions du monde, une agriculture itinérante défriche et brûle des forêts, et épuise les sols, sans pour autant créer des zones cultivables permanentes. Les champs gagnés sur la forêt sont abandonnés dès que la terre s'est détériorée. En Asie seulement, 103 millions d'hectares sont livrés à ce traitement, compromettant les futures possibilités d'alimentation.

Urgence de l'expansion forestière

Les projets d'ensemble de boisement et de reboisement doivent donc avoir la priorité qu'ils méritent, non seulement comme source d'une production accrue de bois, mais peut-être spécialement comme moyen de regagner des terres appauvries par l'érosion et l'épuisement.

Les avantages sociaux de ces projets sont multiples: le chômage et le sous-emploi ruraux peuvent être réduits, et une nouvelle vie

insufflée à des régions engourdies. Sur la base d'une production accrue de bois, des industries de transformation peuvent être créées et diversifiées.

Les investissements de base ne dépassent généralement pas les possibilités d'une économie encore jeune. Les entreprises peuvent donc croître en même temps que l'économie elle-même, et leur production stimuler les activités des secteurs voisins.

Même sans aide étrangère et sans une lourde pression sur de faibles ressources en capital, on peut faire beaucoup à partir des méthodes traditionnelles de travail. Et une fois que le reboisement a commmencé, de nouvelles possibilités d'emploi doivent à peu près inévitablement suivre dans les secteurs de la production et de la transformation.

Dans les zones de forêts vierges, où la main-d'œuvre est souvent peu nombreuse, le problème est celui de la mise en exploitation de ressources inutilisées. La mécanisation est alors plus urgente que dans les pays pauvres en forêts et riches en main-d'œuvre. Mais en attendant cette mécanisation, un accroissement sensible de la productivité peut être réalisé par une formation professionnelle adéquate, une meilleure conception des méthodes de travail et une amélioration des outils, accroissement atteignant jusqu'à 50 %.

Possibilités d'emploi

Le bois industriel abattu en 1963 a créé un volume d'emploi estimé approximativement à 10 millions d'années-homme, ce qui signifie que le travail aurait pu être accompli par 10 millions d'hommes travaillant à plein temps pendant un an. Mais, puisque le travail à temps partiel est encore fréquent dans ce domaine, le nombre réel de travailleurs est nettement supérieur. Les autres travaux forestiers, tels que la sylviculture, l'administration et le développement, auraient nécessité entre 5 et 10 millions d'années-homme. Au total donc, toutes les opérations forestières effectuées en 1963 représentaient un travail de 15 à 20 millions d'années-homme. L'effet multiplicateur des travaux forestiers sur les industries primaires et secondaires est évalué au triple ou au quadruple. Il en résulte que l'emploi total dans les forêts à dû se situer entre 45 et 80 millions d'années-homme en 1963.

Si l'expansion du reboisement dans le monde est réalisée au rythme jugé souhaitable, elle fournira de nouveaux emplois pour 9 millions d'années-homme, sans compter les nouvelles possibilités d'emploi que recèlent les zones encore inexploitées. Celles-ci, mises en exploitation à l'échelle préconisée lors du congrès de Madrid en tenant compte et de la demande croissante de produits de bois et de la nécessité de protéger la couverture forestière mondiale, seraient théoriquement susceptibles de créer au cours des prochaines décen-

nies un accroissement d'emploi de l'ordre de 80 millions d'année-homme.

Formation professionnelle

De nombreuses tentatives de mécanisation sans formation professionnelle intensive préalable ont abouti à des échecs. Les exemples cités au congrès de Madrid sont significatifs: nombre incalculable d'accidents, chute de la productivité.

C'est pourquoi de nombreux pays ont pris des mesures législatives rendant obligatoire la formation professionnelle dans le secteur forestier. Ici et là, on a inauguré des programmes d'apprentissage et des écoles de formation professionnelle comparables à ceux qui existent dans l'industrie. Mais beaucoup reste à faire dans ce domaine.

La mécanisation implique aussi plus d'ingénieurs et plus de techniciens pour diriger les équipes sur les lieux où le travail s'accomplit. Au congrès de Madrid, la Cinquième Commission technique, préparée par le BIT, a souligné le fait qu'un simple apprentissage ne suffit plus pour assurer la compétence des forestiers et des travailleurs forestiers tout au long de leur carrière. Des périodes de perfectionnement sont de temps à autre nécessaires pour les tenir au courant des progrès intervenus dans leur profession.

Il est donc évident que pour être valable un programme de développement doit donner la place qui lui revient à une formation complète et continue des travailleurs et des cadres.

Sécurité et santé

Des chiffres récents montrent que l'abattage et le transport d'un million de mètres cubes de bois dans les pays industrialisés coûtent en moyenne la vie de deux travailleurs. Dans les pays en voie de développement, ce chiffre s'élève parfois jusqu'à vingt-cinq vies, et un ouvrier sur deux est blessé dans un accident de travail chaque année. Dans certaines entreprises, le coût des accidents a atteint le quart du montant total des salaires.

Les textes législatifs en matière de sécurité, généralement suffisants dans les pays industrialisés, ne le sont pas encore dans de trop nombreuses zones de production; le caractère dispersé de l'industrie forestière rend en outre difficile le problème de l'application des règlements. La solution au taux anormalement élevé d'accidents réside essentiellement dans une formation appropriée. Ce point a été souligné à plusieurs reprises au congrès de Madrid.

Dans le cadre des efforts qu'elle ne cesse de déployer pour assurer aux travailleurs de meilleures conditions de santé et de sécurité, l'OIT met actuellement la dernière main à un recueil de directives pratiques pour l'industrie forestière. Ses neuf cents dispositions sont conçues pour servir de guide aux gouvernements et à l'industrie

elle-même, dans la rédaction des règlements de sécurité et d'hygiène. D'autre part, un manuel illustré doit bientôt paraître; il contiendra, sous une forme concise et pratique, les impératifs et les interdits de la sécurité professionnelle forestière.

Il faut également souligner que, pour les questions relatives à la réduction des taux d'accidents et à l'amélioration de la productivité, une étroite coopération s'est instaurée entre le BIT, la FAO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, en particulier au sein du Comité mixte des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers.

La ligne de force de l'action future

Sans une politique de main-d'œuvre cohérente, il sera très difficile de vaincre les problèmes futurs dans le domaine forestier. Dans les pays où cette industrie est avancée, il s'agit surtout de retenir des travailleurs en nombre suffisant, en leur offrant des normes professionnelles, des salaires et des conditions sociales comparables à ceux qui prévalent dans l'industrie en général.

Une formation meilleure, et plus poussée, à tous les niveaux, permettra de suivre les progrès de la mécanisation et d'améliorer les perspectives d'une plus haute productivité. L'étalement des travaux forestiers, plantation et sylviculture en particulier, sur toute l'année permettra de réduire le caractère saisonnier du travail forestier et d'accroître les possibilités d'un emploi à plein temps.

Il est également nécessaire de rechercher les moyens de mettre un terme à la nuisible agriculture itinérante en stabilisant les paysans coutumiers de cette pratique.

Dans les pays en voie de développement, et en particulier ceux où le chômage et le sous-emploi sévissent, le progrès des industries forestières et du bois doit se faire en tenant compte de leur importance pour le développement et l'emploi rural. Un homme travaillant dans la forêt peut souvent créer du travail pour six personnes dans les industries de transformation. Aucun pays possédant des ressources forestières, réelles ou potentielles, ne peut se permettre de négliger de telles possibilités.

Promotion ouvrière

Par *Paul Sigmüller*

On parle de plus en plus de la nécessité d'ouvrir largement des possibilités de promotion dans l'entreprise aux travailleurs qualifiés. Même si l'on est loin encore d'une société démocratique idyllique où les meilleurs à tous les points de vue tiendront les rênes de la direction du pouvoir, il faut bien constater que la porte s'est ouverte parfois devant le